

**Corée du Nord - Tir de missile
balistique - Nations unies -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 28 avril 2017)

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Je remercie la présidence américaine du conseil de sécurité d'avoir pris l'initiative de cette réunion importante et tiens à saluer en particulier la présence du secrétaire d'État des États-Unis, M. Rex Tillerson, comme je salue la présence du secrétaire général des Nations unies.

J'ai l'honneur de lire devant vous un message du ministre français des affaires étrangères et du développement international, M. Jean-Marc Ayrault, qui, retenu par une réunion européenne, ne peut être à New York aujourd'hui. Le texte en est le suivant :

«Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

La France est particulièrement préoccupée par la poursuite des programmes nucléaire et balistique nord-coréens, qui alimente une grave montée des tensions dans la péninsule coréenne et constitue aujourd'hui l'une des principales menaces à la paix et à la sécurité internationales.

En se lançant depuis plusieurs années dans un effort méthodique, initié au plus haut niveau du régime, pour acquérir un arsenal nucléaire opérationnel, la Corée du Nord a bravé toutes les interdictions de ce conseil et les demandes répétées de l'ensemble de la communauté internationale d'y renoncer. Nous observons aujourd'hui une progression constante et rapide des programmes proliférants de la Corée du Nord, qui la rapproche toujours plus de la maîtrise d'une capacité opérationnelle. Cette situation est inacceptable.

La France a condamné, systématiquement et fermement, chacun des actes qui y ont mené. Elle a appelé la Corée du Nord, à chaque occasion, à renoncer au développement d'une arme nucléaire. Cet appel, je le lance à nouveau aujourd'hui. Cette fuite en avant ne peut continuer.

Elle alimente une spirale dangereuse et provocatrice et constitue un défi ouvert au régime de non-prolifération. C'est pourquoi il nous faut réagir à chaque nouveau développement, pour rappeler la norme de non-prolifération et pour éviter tout message d'impunité vers des États qui seraient tentés de poursuivre la même stratégie irresponsable et provocatrice.

Nous nous inquiétons aussi de la réémergence d'armes chimiques dans la région. L'agression intervenue en Malaisie le 13 février dernier doit nous alerter, dans un contexte global de réapparition des armes chimiques et de violations répétées et continues de l'interdiction d'emploi de ces armes par la Syrie.

Nous devons être lucides. Le but de la Corée du Nord est bien d'accéder au statut d'État doté de l'arme nucléaire, et de bouleverser les équilibres stratégiques en Extrême-Orient et dans le monde, en menaçant directement la sécurité de tous. Demain, chaque pays pourrait se trouver à la portée des missiles nord-coréens. Je voudrais que chacun ait conscience de l'urgence : nous devons, collectivement, être à la hauteur de nos responsabilités de membres du conseil de sécurité et montrer notre détermination à lutter contre ces actes injustifiables.

Nous n'oublions pas non plus que le développement des programmes nucléaire et balistique est mené au prix du sacrifice de la population nord-coréenne, victime de violations graves des droits de l'Homme et exposée, pour 70% d'entre elle, à une situation d'insécurité alimentaire. Ces violations, par leur gravité et par leur caractère systématique, sont l'expression d'un totalitarisme absolu, où l'arbitraire l'emporte systématiquement sur la règle de droit. Le monde ne peut se satisfaire de cette situation qui bafoue tout ce que nous nous sommes efforcés de construire patiemment, en particulier ici aux Nations unies.

Devant une telle menace, l'engagement de la communauté internationale et du conseil de sécurité doit être ferme, clair et visible. Notre objectif ne peut être que la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne.

Ce conseil a su réagir de manière énergique aux actions irresponsables des autorités de Pyongyang : il a condamné les essais nucléaires et les tirs balistiques et il a mis en place un régime de sanctions, étendu et cohérent. Ces mesures ont été renforcées à chaque essai nucléaire, et par deux fois au cours de l'année 2016, par les résolutions 2270 et 2321. La France, qui a contribué à leur adoption, s'en réjouit. Comme hier à l'égard de l'Iran, les sanctions ne sont, bien évidemment, pas un but en elles-mêmes. Elles ne sont que l'un des moyens d'amener la Corée du Nord à la raison et à accepter la dénucléarisation de la péninsule.

Nous ne pouvons toutefois que regretter l'inégale mise en oeuvre de ces sanctions, qui nuit gravement à l'efficacité de l'action de la communauté internationale. La France appelle tous les États, sans aucune exception, à veiller à l'application rigoureuse et sans réserve des décisions du conseil de sécurité par tous les acteurs sur leur territoire, comme le demande la charte des Nations unies. J'ai bien conscience des difficultés techniques et pratiques que cette mise en oeuvre peut soulever. Il revient en conséquence au conseil de continuer à renforcer l'assistance à destination de ceux qui en auraient besoin.

Tandis que la Corée du Nord persévère dans la voie de la prolifération et que le danger qu'elle

fait peser sur la paix et la sécurité s'accroît, notre position doit demeurer déterminée et sans ambiguïtés.

À d'autres provocations de Pyongyang, la communauté internationale et le conseil de sécurité doivent être prêts à répondre par de nouvelles mesures. La Corée du Nord doit être consciente que la poursuite de ses programmes et la réalisation de nouveaux essais auraient nécessairement un coût important, notamment via l'imposition de nouvelles sanctions, tout en préservant la population, victime de ses dirigeants.

Mais notre action ne peut se contenter de s'inscrire uniquement en réaction aux agissements nord-coréens. Il est urgent de prendre l'initiative avant que la Corée du Nord ne dispose d'une arme nucléaire opérationnelle. La communauté internationale doit renforcer sans délai, de manière conjointe et coordonnée, la pression diplomatique et économique sur la Corée du Nord, afin qu'elle abandonne ses activités proliférantes.

La reprise des discussions, en vue de trouver une solution négociée, est aussi essentielle. Mais le dialogue ne pourra être relancé qu'à condition que la République populaire démocratique de Corée s'y engage de bonne foi et renonce à ses objectifs nucléaires.

La France, pour sa part, est déterminée. Elle s'investira pleinement, en tant que membre permanent du conseil de sécurité mais aussi de l'Union européenne, afin que les Nations unies et l'Europe tirent les conséquences de cette menace inacceptable pour la paix et la sécurité internationales».

Je vous remercie./.